



CCAP

Création
scénographique d'une
exposition itinérante

Octobre 2025

POUVOIR AJUDICATEUR

Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional du Vexin français

Maison du Parc – 95450 Théméricourt

Accueil : 01 34 48 66 10

Cahier des Clauses Administratives Particulières

**OBJET : Conception et réalisation de la scénographie
d'une exposition itinérante sur les patrimoines du Vexin
français**

Marché public de services

Marché à procédure adaptée

référence interne :

17112025-LP

Date limite de réception des dossiers :

17 novembre 2025 à 17h

Date d'envoi à la publication :

Octobre 2025



Article 1 : Objet du contrat

Article 1.1 - Acheteur

Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional du Vexin français

Maison du Parc – 95450 Théméricourt

Tél : 01 34 48 66 10

Article 1.2 - Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la conception et la réalisation d'une exposition itinérante sur les patrimoines du Vexin français, comprenant :

- La conception d'une scénographie modulable sous forme d'îlots thématiques
- Le maquettage graphique des contenus selon la charte graphique des Villes et Pays d'art et d'histoire
- La conception et création d'outils pédagogiques intégrés
- La fabrication et livraison de l'ensemble des éléments au musée du Vexin français

Article 1.3 - Durée du contrat

Le marché est conclu pour une durée d'un an maximum à compter de sa date de notification. Les prestations doivent être achevées et livrées avant le 30 juin 2026, date d'inauguration prévue en juillet 2026.

Article 1.4 - Nomenclature

Les classifications conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Code CPV 92521100-0 : Services d'exposition dans les musées

Code CPV 79822500-7 : Services de conception graphique

Article 1.5 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont classées par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
4. La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
5. Les actes spéciaux de sous-traitance (le cas échéant)

Le Cahier des clauses administratives générales (CCAG/Services) applicable aux marchés publics de services s'applique aux clauses non contrairement définies par les documents particuliers du marché.

Article 2 : Obligation du titulaire

Article 2.1 - Obligation de résultat

Le PNRVF s'engage à fournir au titulaire les informations nécessaires à la bonne exécution des prestations, notamment :

- Le scénario détaillé de l'exposition
- Les textes et iconographies
- Les briefs des outils pédagogiques
- La charte graphique Villes et Pays d'art et d'histoire

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat et s'engage à :

- Déployer tous les moyens nécessaires pour respecter les délais et normes de qualité
- Exécuter les prestations conformément au présent marché et au CCTP
- Respecter la réglementation en vigueur et les normes ERP 5ème catégorie
- Mobiliser les compétences appropriées pour répondre aux exigences du marché
- Assurer la coordination des éventuels sous-traitants

Article 2.2 - Obligation de conseil et d'information

Le titulaire du marché est soumis à une obligation de conseil tout au long de l'exécution des prestations prévues dans le cadre du présent marché. Cette obligation implique que le titulaire : Informer immédiatement le PNRVF de toute difficulté, incohérence ou omission constatée dans les documents constitutifs du marché ou dans les demandes formulées par le PNRVF. Le titulaire doit proposer des solutions adaptées pour corriger ces anomalies et prévenir tout risque de non-conformité.

Fournir des recommandations proactives pour optimiser la mise en œuvre des prestations.

Adapter ses prestations aux évolutions des besoins du PNRVF et aux nouvelles exigences qui pourraient émerger au cours de l'exécution du marché, tout en veillant à informer préalablement le PNRVF des implications techniques, financières ou organisationnelles des modifications proposées.

Article 2.3 - Protection des Données Personnelles

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur (Loi Informatique et Libertés, RGPD) concernant la protection des données personnelles.

Il s'engage notamment à :

- Ne traiter les données qu'aux fins d'exécution des prestations
- Prendre toutes mesures pour empêcher tout usage malveillant
- Préserver la sécurité des données et empêcher tout accès non autorisé
- Informer immédiatement le PNRVF de tout incident de sécurité

Les personnes concernées bénéficient des droits prévus par le RGPD (accès, rectification, effacement, limitation, opposition, portabilité). Ces droits peuvent être exercés auprès du PNRVF.

Article 2.4 - Assurance

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du PNRVF et des tiers, conformément au CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours suivant la notification du marché, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Article 2.5 - Co-traitance et forme de groupement

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution des prestations dont il a la responsabilité. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement doit signer la demande de paiement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent conformément à l'article 12 du CCAG-FCS.

Les opérateurs économiques groupés peuvent se porter candidats sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint.

En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement doit indiquer la répartition des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter. Un cadre est prévu à cet effet dans l'acte d'engagement du DCE.

Dans le cas où le soumissionnaire ferait une offre sous la forme d'un groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire.

En effet, le PNRVF doit pouvoir être approvisionné sans être impacté par les difficultés, aléas, affectant les entreprises membres du groupement, compte tenu de la nécessaire continuité de service.

Conformément aux articles R.2142-21 et R.2151-7 du code de la commande publique, le PNRVF interdit aux soumissionnaires de présenter leurs candidatures et leurs offres en agissant à la fois : en qualité de soumissionnaire individuel et de membres d'un ou plusieurs groupements et en qualité de membres de plusieurs groupements.

Article 2.6 - Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de la totalité du marché. Il est responsable de toute défaillance d'un sous-traitant entraînant un retard ou une non-exécution des prestations objet du présent marché.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2193-3 du Code de la commande publique, le titulaire du marché ne pourra sous-traiter la totalité de l'exécution du marché. Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci par l'acheteur pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le PNRVF.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles après la notification du marché selon les modalités définies aux articles R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant à l'acheteur.

Article 2.7 - Propriété intellectuelle

Conformément à l'article 31 du CCAG FCS, l'admission des prestations entraîne le transfert de propriété au profit du PNRVF.

Le PNRVF exercera l'ensemble des droits d'auteur sur les prestations du titulaire conformément au Code de la Propriété Intellectuelle.

Le titulaire s'engage à céder sans supplément de prix tous les droits qu'il pourrait détenir sur les créations réalisées dans le cadre du marché.

Article 3 : Modalités administratives et financières

Article 3.1 - Prix et règlements

Les prix sont en Euros. Ils sont exprimés sous forme de prix forfaitaires, sur la base de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) annexé à l'acte d'engagement.

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Le Titulaire certifie que le prix du présent marché n'excède pas ceux qu'il pratique à l'égard de l'ensemble de sa clientèle. Il s'engage à fournir à la demande du PNRVF toute justification permettant de vérifier cet engagement.

Article 3.2 - Modes et délais de règlement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans le délai global de 30 jours. Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le calcul des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

L'acheteur se libérera des sommes dues au titre de cette commande en faisant porter le montant du crédit sur le compte du prestataire. L'envoi d'un RIB est obligatoire.

Article 3.3 - Contrôles et vérifications

L'agent qui aura passé commande atteste du service fait.

Vérification positive : Sans observation expresse dans un délai de quinze jours, les prestations sont considérées comme admises.

Vérification négative : En cas de non-conformité, le PNRVF peut prononcer l'ajournement, l'admission avec réfaction ou le rejet des prestations.

Article 3.4 - Établissement des factures

Les factures et autres demandes de paiement devront être déposés à travers la plateforme Chorus PRO et établies ainsi :

Syndicat mixte du Parc naturel régional du Vexin français - Maison du Parc - 95450 Théméricourt
Selon les modalités définies, le titulaire adressera des factures détaillées. Ces factures datées porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier ;
- le numéro de compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le numéro du marché et du bon de commande ;
- le numéro SIRET de l'acheteur figurant sur le bon de commande ;
- les fournitures livrées et admises avec les quantités ;
- la description détaillée des prestations livrées et admises avec les quantités ;
- le montant hors taxe des prestations en question éventuellement révisé ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant toute taxe des prestations livrées et exécutées ;
- la date d'établissement et le numéro de la facture.

Article 3.5 - Pénalités

En cas de retard de livraison, le titulaire encourt une pénalité de 0,2% du montant total du marché par jour de retard, plafonnée à 10% du montant du marché. Ces pénalités s'appliquent sans mise en demeure préalable.

Article 3.6 - Documents à fournir

Le(s) titulaire(s) fournira tous les six mois, à compter de la notification du marché jusqu'à la fin de l'exécution de ce dernier les documents réclamés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique, à savoir :

- Une attestation de fourniture des déclaration sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 (du code de la sécurité sociale) émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisation et contributions datant de moins de 6 mois dite « attestation vigilance » ;
- Extrait K bis, datant de moins de trois mois ou équivalent ;

- La liste nominative des salariés étrangers employés détaillant leur date d'embauche, leur nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (ou une information d'absence de salarié étranger dans ses effectifs le cas échéant) ;
- Une attestation de régularité fiscale.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En cas de non remise par le titulaire, des documents prévus, le PNRVF peut résilier le marché aux torts de celui-ci, après mise en demeure restée infructueuse, sans que ce dernier ne puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication de ce délai, le titulaire disposera d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Article 3.7 - Modification du marché et clause de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, les modifications évoquées dans le présent article interviendront sans nouvelle procédure de mise en concurrence. Le Titulaire en sera informé dans un délai raisonnable et sera tenu de respecter les nouvelles prescriptions.

Évolution du périmètre initial des prestations : Le PNRVF se réserve le droit, en cours d'exécution du présent marché, de procéder à des ajustements et/ou modifications de périmètre des prestations en fonction des impératifs auxquels il est susceptible d'être raisonnablement soumis.

En cas d'adjonction ou de suppression de prestations, le montant de ladite prestation sera porté à la DPGF ou retiré dudit document.

Le montant des prestations ajoutées sera calculé suivant des modalités identiques à celles ayant permis de définir les prix des prestations figurant au présent marché. Aucun frais ne pourra être opposé au PNRVF.

Le PNRVF informe, par courrier recommandé avec accusé de réception, le Titulaire de l'évolution du périmètre à venir. A compter de cette information, le Titulaire bénéficiera de 30 jours calendaires maximum afin de prendre acte des modifications à venir. A l'issue du délai, ces modifications feront partie intégrante du présent marché et les éventuels marchés subséquents en cours pourront être modifiés par le PNRVF.

Le Titulaire aura la responsabilité d'informer ses éventuels sous-traitants et s'engagera à leur faire respecter ces évolutions.

Article 4 : Résiliation et litiges

Article 4.1 - La résiliation

Le marché peut être résilié à tout moment selon les conditions indiquées au CCAG-FCS.

Le PNRVF peut résilier le marché dans sa totalité, aux torts du Titulaire, s'il s'avère que les renseignements prévus aux articles R.2142-3, R.2142-4 et R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique sont inexacts ou si le Titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2341-3 à L.2341-11 du code de la commande publique.

En cas d'inobservation d'une clause du contrat ou de manquement manifeste par le Titulaire à ses obligations au titre du présent marché public, le PNRVF peut résilier le marché sans indemnité et sans préavis. La résiliation aux torts du titulaire ne donne pas lieu au versement d'indemnités et le droit à paiement acquis ne s'applique pas.

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours d'exécution jusqu'à la date effective de résiliation et de les rendre conformes aux modalités définies dans le présent cahier des clauses administratives particulières. En tout état de cause, seules les prestations réalisées et admises par le PNRVF sont prises en compte lors du règlement.

Article 4.2 - Les litiges

L'acheteur et le(s) titulaire(s) s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation selon les modalités fixées au sein du CCAG-FCS.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents. Le tribunal administratif compétent sera celui situé à Cergy.

Article 4.3 - Redressement et liquidation judiciaire

En cas d'intervention d'un jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire du ou des titulaires, celui-ci est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adressera alors à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être

prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 4.4 - Autres dispositions applicables

La loi française est seule applicable au présent marché, en cas de litige, les tribunaux français sont seuls compétents. La monnaie de compte est l'euro. Tout rapport, toute documentation, toutes correspondances relatives au présent marché doivent être rédigés en français.

En cas de conflit entre le Cahier des clauses administratives générales (CCAG) / FCS et le présent document, les clauses contenues dans ce dernier prévaudront.

Fait à	Le	Fait à Théméricourt, le
Le titulaire Mention « lu et approuvé » Signature, Nom, Prénom et cachet		Signature du pouvoir adjudicateur